

Règles liées aux assurances

Assurances pour le sport

Principe : En règle générale, rien n'oblige personne à prendre des garanties d'assurance pour la pratique d'activités physiques et sportives. Cependant, les conséquences financières des dommages causés ou subis à l'occasion d'une pratique sportive peuvent être si lourdes que les individus concernés ne peuvent pas les assumer. C'est pourquoi les organisateurs d'activités physiques et sportives ont l'obligation de souscrire des **contrats collectifs** d'assurance couvrant la responsabilité civile de tous les participants.



Code du sport : Article L321-1 : Les associations, les sociétés et les fédérations sportives souscrivent pour l'exercice de leur activité des garanties d'assurance couvrant leur responsabilité civile, celle de leurs préposés salariés ou bénévoles et celle des pratiquants du sport. Les licenciés et les pratiquants sont considérés comme des tiers entre eux. Ces garanties couvrent également les arbitres et juges, dans l'exercice de leurs activités.

Les associations sportives doivent en outre indiquer aux pratiquants l'intérêt que présente pour eux la prise de garanties d'assurance personnelles couvrant les dommages causés à soi-même par soi-même (accidents, blessures).



Code du sport : Article L321-6 : Lorsque la fédération agréée à laquelle est affiliée l'association sportive propose aux membres de celle-ci, qui sollicitent la délivrance d'une licence, d'adhérer simultanément au contrat collectif d'assurance de personnes qu'elle a souscrit, elle est tenue :

- 1° De formuler cette proposition dans un document, distinct ou non de la demande de licence, qui mentionne le prix de l'adhésion, précise qu'elle n'est pas obligatoire et indique que l'adhérent au contrat collectif peut en outre souscrire des garanties individuelles complémentaires ;*
- 2° De joindre à ce document une notice établie par l'assureur conformément au deuxième alinéa de l'article L. 141-4 du code des assurances.*



Mais lorsque l'organisateur d'une activité sportive propose à un pratiquant d'adhérer à un contrat collectif d'assurance de personnes, il est tenu de lui préciser que l'adhésion est facultative.

Exception

Dans un cas particulier, la souscription personnelle de garanties d'assurance est obligatoire et doit être prouvée, sur demande, aux autorités publiques :

- la pratique lors d'une sortie scolaire facultative, pour laquelle une **assurance scolaire** doit couvrir les dommages causés à autrui et à soi-même. (B.O H.S N°7 du 23 septembre 1999 : Organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques).

Règles liées aux assurances

Assurances pour le sport

Lorsque l'activité sportive est organisée dans un cadre associatif, la responsabilité civile des pratiquants est couverte par les garanties d'assurance obligatoirement souscrites par l'association.

Ces garanties d'assurance valent pour **tous les pratiquants, réguliers et occasionnels, licenciés et non licenciés**.

Un exemplaire du contrat d'assurance doit être remis sur demande.

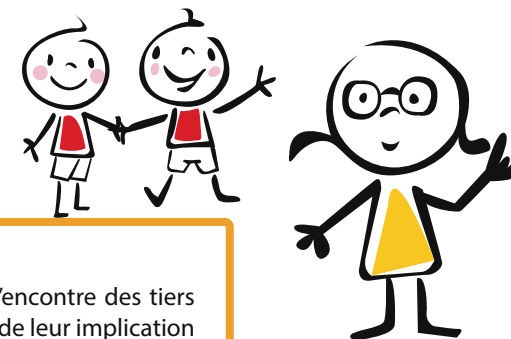
En raison de la spécificité de son statut la liant aussi à l'école, l'USEP applique des dispositions particulières en matière d'assurance

Garanties dans l'école

- Durant les heures de classe :

L'État couvre les dommages.

Cependant conformément à l'article L.911-4 du Code de l'Éducation, l'État peut exercer une action à l'encontre des tiers (personnes physiques ou personnes morales) qui pourraient être responsables des dommages en raison de leur implication dans le cadre de l'organisation des activités.



- En dehors des heures de classe :

Lorsque l'activité scolaire a lieu dans le cadre d'une sortie scolaire facultative, organisée par l'école et encadrée par un ou plusieurs enseignants, **la responsabilité civile des élèves est couverte par les garanties d'assurance obligatoirement et individuellement souscrites par les titulaires de l'autorité parentale** et vérifiées par l'enseignant. Cependant, une action récursoire (identique à celle évoquée pour les activités mises en œuvre pendant les heures de classe) peut être exercée à l'encontre de tiers responsables.




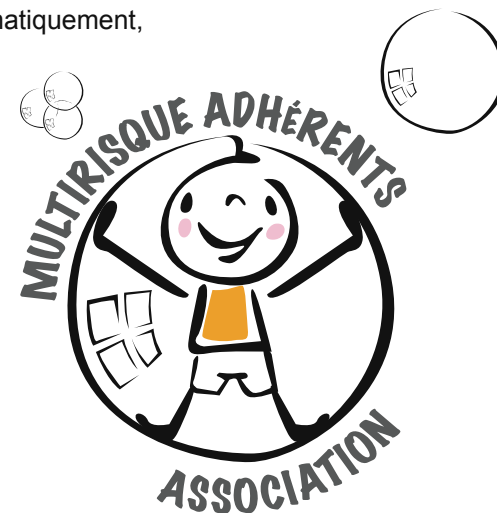
Règles liées aux assurances

Garanties liées à l'adhésion USEP


Sous réserve du respect des principes d'affiliation et d'adhésion, les garanties de la "Multirisque Adhérents Association" sont accordées par l'APAC.

Dans un souci de simplification et d'efficacité, le dispositif d'assurance de base repose sur la globalisation incluant automatiquement, dans la "Multirisque Adhérents Association", un maximum de garanties dont les principales sont les suivantes :

- 
- responsabilité civile de l'association (y compris dans le cadre de l'occupation de locaux occasionnels)
 - assistance juridique
 - responsabilité civile des adhérents
 - individuel accident corporel
 - assistance/rapatriement
 - défense/recours



Il faut savoir que sont également assurées les personnes physiques suivantes :

- 
- Les aides bénévoles, non membres des personnes morales assurées, appelés à la demande de celles-ci, à prêter exceptionnellement leur concours gratuit lors de manifestations ou réalisations occasionnelles ;
 - Les personnalités officielles invitées ;
 - Les intervenants extérieurs appelés par les personnes morales assurées à participer aux activités de celles-ci ;
 - Les père et mère, du fait des dommages causés par leurs enfants mineurs dans le cadre des activités organisées par les personnes morales assurées.

Les plafonds de garanties sont indiqués chaque année dans un tableau fourni par l'APAC. (cf le délégué départemental).

Tous les membres d'une association affiliée doivent acquitter le coût d'adhésion afin que chaque membre soit couvert personnellement. (Si les chiffres s'avéraient inférieurs à la réalité, la conséquence encourue serait la nullité ou la déchéance de garantie).

Règles liées aux assurances

Garanties liées à l'adhésion USEP

Cependant, cette globalisation repose sur la bonne foi de la déclaration des effectifs de l'association. Le code de l'assurance oblige tout assuré à déclarer dans un formulaire de déclaration de risque tous les éléments permettant à l'assureur d'apprécier les risques à garantir (article L. 113-2 du Code des Assurances). Conformément à cette obligation, l'association USEP est vivement invitée à régulariser la fiche diagnostic spécifique APAC/USEP recensant ses effectifs et ses activités en préalable à l'accord du contrat. En tout état de cause, aucune attestation d'assurance (exemple : attestation Responsabilité civile Local Occasionnel) ne pourra être délivrée par les services de l'APAC en l'absence de cette fiche diagnostic régularisée.

Les garanties Responsabilité Civile et Risques Associatifs

prennent effet au 1er septembre jusqu'au 31 août de l'année suivante. Toutefois, une période de post-garantie est accordée jusqu'au 31 octobre si l'association renouvelle son affiliation avant cette date (et si l'adhérent renouvelle son adhésion).

Les garanties Responsabilité Civile Individuelle et Accident Corporel

prennent effet au 1er septembre (ou à la date de réception de la première demande) et se terminent au 31 août de l'année suivante, avec un délai accordé pour renouveler l'adhésion jusqu'au 31 octobre sans rupture du contrat.

Lorsque l'activité est organisée par l'association sportive scolaire, la responsabilité civile de l'association en tant qu'organisatrice ainsi que celle des enfants adhérents USEP est couverte par les garanties APAC.

Une extension de la garantie couvre la responsabilité civile de l'association USEP qui organise pendant le temps scolaire au nom du comité départemental, pour l'accueil d'élèves non usépiens. En revanche, ces participants non usépiens ne bénéficient d'aucune garantie personnelle (responsabilité civile comme Individuelle Accident).

La participation occasionnelle d'enfants et d'adultes, non licenciés à l'USEP, à une organisation de l'association hors temps scolaire doit être couverte par une assurance spécifique temporaire : il s'agit alors de souscrire une R.A.T. (risques activités temporaires) assurance globale non nominative.

ATTENTION : LES GARANTIES NE COUVRENT PAS TOUS LES RISQUES

Par exemple : le matériel appartenant à l'association n'est pas couvert.

Le vélo d'un enfant licencié est garanti pendant l'activité, mais si l'association en possède en propre, ceux-ci ne le sont pas. Des vélos appartenant au Comité Départemental, prêtés à l'association pour une durée déterminée ne le sont pas non plus. Ils peuvent être garantis au titre d'un contrat Tous Risques Matériel (TRM).

LA LICENCE N'EST PAS UNE ASSURANCE !

